



MODÉLISATION DES DÉPENSES D'ÉDUCATION DES MÉNAGES EN CÔTE D'IVOIRE

Akpe Yapo Hermann,^{1,2,3} Yao N'guettia Kouabenan Fabrice,^{1,3,4} Tuo Lanzeni,^{4 3}

¹ Université Félix Houphouët-Boigny

² Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD)

³ Centre de Recherche Microéconomique du Développement (CREMIDE)

⁴ Chargé d'études à l'Observatoire Nationale de l'Emploi et de la Formation (ONEF)

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.19607018>

Résumé : À partir de cette étude, est explorée une nouvelle méthodologie du calcul des dépenses des ménages, basée sur l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages en Côte d'Ivoire. Cette estimation s'appuie sur une modélisation des dépenses des ménages. Elle intègre une approche inclusive des dépenses courantes liées à l'éducation. Les résultats montrent que les dépenses courantes des ménages impliquent les coûts directs et indirects, dont les frais de scolarité, les uniformes, le transport et la cantine, mais également les coûts implicites, notamment les coûts de santé, d'hygiène, etc. Ces dépenses augmentent avec le niveau d'enseignement. Au primaire, les coûts sont relativement peu élevés grâce à la gratuité partielle. À l'enseignement supérieur, les coûts indirects et le privé accentuent la charge. Les frais d'inscription sont les dépenses les plus importantes. Les ménages urbains dépensent en moyenne plus que ceux des zones rurales. Cette situation requiert une attention particulière à cause des inégalités d'accès au niveau géographique et social.

Mots clés : Dépenses éducatives, ménages, équité, Côte d'Ivoire, scolarisation

Abstract : Based on this study, a new methodology for calculating household expenditure is explored, based on the harmonized survey of household living conditions in Côte d'Ivoire. This estimate is based on a model of household expenditure. It incorporates an inclusive approach to current education-related expenditure. The results show that current household expenditure includes direct and indirect costs such as school fees, uniforms, transportation, and school meals, as well as implicit costs such as health and hygiene costs. These expenses increase with the level of education. At the primary level, costs are relatively low thanks to partial costs. Tuition fees are the most significant expense. Urban households spend more than rural households. This situation requires special attention because of geographical and social inequalities in access. ly free education. The burden is increased at the higher education level by private education and indirect

Keywords : Educational expenditure, households, equity, Côte d'Ivoire, school enrollment

1. INTRODUCTION

Les dépenses des ménages en matière d'éducation constituent pour les politiques publiques un outil d'aide à la prise de décision dans de nombreux pays en développement. A travers cet outil, les pouvoirs publics estiment les inégalités sociales d'accès à l'éducation ; identifient les dépenses les plus contraignantes au niveau des parcours scolaires et mesurent l'effort réel des ménages au niveau du champ scolaire. Cependant, les informations sur les dépenses éducatives des ménages dans ces pays sont souvent manquantes ou incomplètes. Cette situation rend difficile une évaluation approfondie du lien entre les dépenses éducatives des ménages et d'autres indicateurs économiques. Les informations sur les dépenses éducatives des ménages peuvent être obtenues à partir de différentes sources, telles que les postes de dépenses dans les comptes des établissements éducatifs publics ou privés qui montrent les revenus provenant des ménages, ou des enquêtes basées sur des échantillons de ménages.

De manière générale, la notion des dépenses éducatives des ménages renvoi à l'ensemble des charges supportées par un ménages en vue de la scolarisation d'au moins un de ces membres. Bien que cette définition paraisse évidente les dépenses engagées à cet effet ne se limitent pas uniquement aux coûts directement associés à la fréquentation scolaire. Elles recouvrent également une diversité de postes de dépenses hétérogènes dont certains n'entretiennent qu'un lien indirect souvent peu apparent avec l'acte de scolarisation (UIS, 2018).

Dès lors, l'identification et la délimitation des différents postes de dépenses à considérer constituent une étape préalable indispensable à toute analyse des dépenses éducatives des ménages. En effet, la portée devrait inclure, au minimum, toutes les dépenses engagées par les membres d'un ménage pour l'éducation formelle. Cela comprend les dépenses directes (par exemple, les frais de scolarité et autres frais obligatoires), ainsi que le coût des manuels scolaires, du matériel pédagogique, des uniformes, et la fréquentation de cours privés ou le paiement d'un tuteur pour aider avec le programme scolaire officiel Banque mondiale (2018).

Comment se présente la structure du financement de l'éducation par les ménages en Côte d'Ivoire ? Quelle est l'ampleur du financement du ménage pour chaque niveau d'éducation ? Quelles sont les disparités observées au niveau des enfants selon la zone de résidence ?

La réponse à ces questions est importante pour apprécier la durabilité des politiques éducatives qui reposent sur la contribution des ménages au financement de l'éducation. Ce document entend explorer ces différentes questions en associant, l'exploitation d'enquêtes harmonisées sur les conditions de vie des ménages en Côte d'Ivoire.

La théorie du capital humain développée par Becker (1964, 1993) constitue le cadre analytique central pour comprendre les dépenses d'éducation des ménages. Selon cette approche, l'éducation est assimilée à un investissement productif au même titre que l'investissement physique. Elle vise donc à accroître la productivité future des individus et leurs revenus tout au long du cycle de vie. Les ménages engagent des dépenses éducatives dans l'anticipation de rendements futurs sous forme de salaires plus élevés, de meilleure employabilité et de mobilité sociale ascendante.

La théorie microéconomique du consommateur met en évidence les arbitrages entre consommation courante et investissement éducatif effectués par les ménages sous contrainte de leur revenu. L'éducation entre alors en concurrence avec d'autres postes de dépenses essentielles (alimentation, logement, santé). Cette concurrence rend les décisions d'investissement éducatif particulièrement sensibles au niveau de revenu et à la structure des coûts (Becker et al., 2016).

La théorie de l'équité éducative postule que lorsque le financement de l'éducation repose fortement sur les ménages, les inégalités de revenus se traduisent mécaniquement par des inégalités d'accès, de parcours et de réussite scolaire. Les travaux de l'UNESCO montrent que les systèmes éducatifs caractérisés par une forte contribution privée tendent à renforcer la reproduction intergénérationnelle des inégalités sociales (UNESCO, 2021 ; Salmi, 2018).

Dans cette perspective, la gratuité partielle ou totale de certains niveaux d'enseignement constitue un instrument de redistribution. Toutefois, lorsque les coûts indirects restent élevés, les effets redistributifs de la politique publique demeurent incomplets. Cela a tendance à limiter l'impact des réformes sur l'équité globale du système éducatif (Bray, 1999).

En effet, dans le contexte ivoirien, l'État ne peut pas assurer l'ensemble des dépenses éducatives. Les raisons liées à cela sont les limitations budgétaires ou de capacités d'offre principalement au niveau préscolaire, secondaire et supérieur. Cette insuffisance du financement public transfère une part substantielle du coût de l'éducation aux ménages sous forme d'une variété de charges.

Les ménages participent au financement de l'éducation dans la mesure où l'État ne peut pas couvrir l'intégralité des coûts. Ces contributions ne se limitent pas aux seuls frais de scolarité mais comprennent également des coûts directs et indirects tels que les uniformes, les fournitures scolaires, le transport, la cantine, l'hébergement et d'autres services annexes (Right to Education Initiative, 2015 ; UNESCO, 2012). L'existence de cette diversité de postes de

dépenses reflète le poids réel supporté par les familles pour assurer la scolarisation de leurs enfants.

La distinction entre les différents postes de dépenses est essentielle pour comprendre comment les ménages répartissent leur effort financier. Comme le souligne l'UNESCO, « il devient primordial de pouvoir disposer de statistiques afin d'évaluer l'ampleur et la nature des contributions des ménages aux dépenses d'éducation » (UNESCO IIEP, 2012). Ainsi, la catégorisation précise des dépenses permet non seulement d'identifier les coûts les plus contraignants pour les familles, mais aussi d'évaluer l'équité de l'accès à l'éducation. L'analyse détaillée des postes de dépenses constitue la base pour calculer la dépense moyenne annuelle par ménage pour chaque niveau d'enseignement (UNESCO UIS, 2018 ; Right to Education Initiative, 2015). Cette approche est essentielle pour orienter les politiques publiques visant à réduire les obstacles financiers et améliorer l'accès équitable à l'éducation.

La présente étude s'appuie sur une modélisation économique pour estimer les dépenses des ménages en Côte d'Ivoire. Comme le soulignent Beïfith et Ndabananiye (2013), plusieurs approches méthodologiques peuvent être utilisées pour appréhender les dépenses éducatives des ménages. Les dépenses éducatives peuvent être retracées par enfant scolarisé et par niveau d'enseignement. Toutefois, cette méthode présente une difficulté d'identifier avec précision les dépenses attribuées à chaque enfant. Dans le cas où les dépenses sont regroupées pour l'ensemble des enfants scolarisés par ménage, il est difficile de capter la moyenne des dépenses par enfant, surtout dans les cas où le ménage compte plusieurs enfants à des niveaux de scolarisation différents. Avec les techniques d'estimation par la moyenne, le problème de la désagrégation par strate de scolarisation ou par statut d'écoles se pose.

A cet égard, l'approche par modélisation économique présente une plus grande flexibilité d'analyse. Elle permet de mieux appréhender l'ampleur de la variabilité de la dépense unitaire tenant compte des spécificités de la composition des membres du ménage scolarisés. Ce modèle économétrique présente l'avantage d'être reproduit selon les dimensions captées au cours des études d'envergure, telles que l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM).

2. MÉTHODOLOGIE

Le principe d'analyse de cette étude s'appuie sur la base de données EHCVM. L'approche d'estimation est celle de Beïfith et Ndabananiye (2013) appliquée dans la note méthodologique sur l'appréhension et les méthodes d'estimation des dépenses des ménages en éducation à partir des enquêtes ménages.

L'approche est établie sur l'identité comptable, c'est-à-dire, une égalité entre la dépense totale d'éducation effectuée par un ménage et la somme des dépenses engagées par niveau d'enseignement. La relation se présente comme suit :

$$DE_i = \sum_{k=1}^n DE_{ik}$$

À travers cette formule, on postule que pour un ménage i donné, DE_i représente la dépense éducative totale, DE_{ik} est le total des dépenses éducatives effectuées par niveau, k correspond au niveau d'enseignement, à savoir le préscolaire, le primaire, le 1^{er} cycle du secondaire général, le 2^e cycle du secondaire général, l'enseignement Technique, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur.

L'hypothèse qui fonde cette approche stipule qu'au niveau du ménage i , pour un niveau d'enseignement k donné, le total des dépenses effectuées pour ce niveau correspond à la dépense moyenne par enfant multipliée par le nombre total d'enfants du ménage scolarisés à ce niveau.

$$DE_i = \sum_{k=1}^n \frac{DE_K}{N_{ik}} * N_{ik}$$

La variable N_{ik} représente le nombre d'enfants scolarisés du ménage i au niveau d'enseignement k . La valeur k varie de 1 à n , et la dépense moyenne par enfant au niveau d'enseignement k .

L'équation peut ensuite être estimée à l'aide d'un modèle de régression linéaire sans constante. Le modèle linéaire à estimer peut s'écrire comme suit :

$$DE_i = CU_1 . N_{i1} + CU_2 . N_{i2} + \dots + CU_n . N_{in}$$

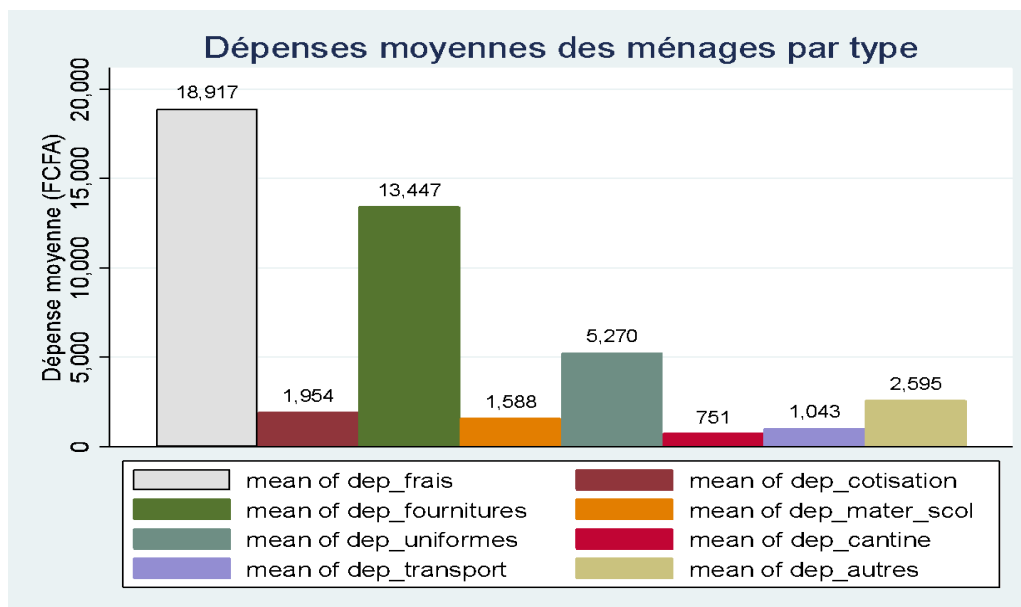
Avec : CU_1 les coefficients à estimer. Ils représentent la dépense éducative moyenne par enfant par niveau d'enseignement k .

3. RESULTATS

3.1. Statistiques descriptives

3.1.1. Postes de dépenses éducatives des ménages en Côte d'Ivoire

L'ensemble des dépenses des ménages éducatives captées par l'EHCVM sont les cotisations scolaires, les fournitures scolaires, les matériaux pédagogiques, les uniformes scolaires, la cantine, le transport et les autres dépenses. Cependant, les dépenses de ces ménages ne correspondent pas toujours au coût réel supporté. En effet, certains élèves bénéficient de bourses ou d'allocations scolaires accordées par l'État ou d'autres organismes. Le montant de la bourse ou l'allocation reçue par élève dans le cadre de cette analyse est extrait du montant global des dépenses afin d'ajuster les dépenses éducatives déclarées. Le montant de la bourse ou de l'allocation est donc déduit du total des dépenses éducatives. Cette approche permet de mieux capter l'effort financier réel des ménages. Elle permet d'éviter une surestimation des coûts lorsque des aides financières sont perçues par un élève dans un ménage.



Source : Auteurs, à partir des données de l'EHCVM-2021

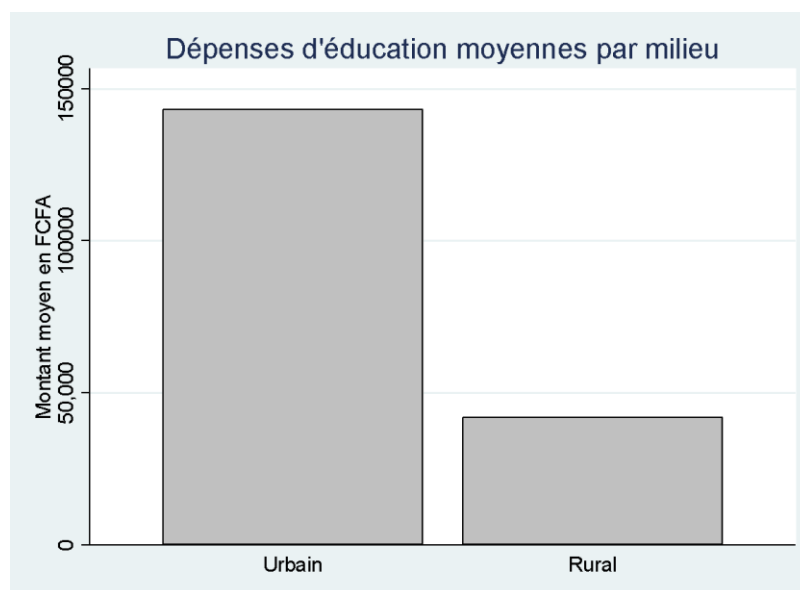
Figure 1 : dépenses d'éducation moyenne par milieu de résidence

Le graphique présente les dépenses moyennes annuelles des ménages en Côte d'Ivoire par type de dépense éducative. On observe que les frais de scolarité représentent le poste le plus important, avec une moyenne de 18 917 FCFA. Le second poste le plus élevé est celui des fournitures scolaires (13 447 FCFA), suivi des uniformes (5 270 FCFA). Le montant des autres dépenses scolaires s'élève à 2595 FCFA. Ces dépenses traduisent la nécessité pour les familles doivent couvrir les besoins matériels de base pour garantir la scolarisation effective des enfants.

Les autres postes, tels que le transport (1 043 FCFA), les cotisations scolaires (1 954 FCFA), le matériel pédagogique (1 588 FCFA) et la cantine (751 FCFA), sont moins importants en valeur monétaire mais restent essentiels pour comprendre la charge totale supportée par les ménages.

3.1.2. Dépenses éducatives moyennes annuelles

L'analyse des dépenses éducatives des ménages révèle une moyenne globale de 112 428 FCFA (*voir annexe*). Cette moyenne est calculée en tenant compte des poids des ménages dans l'enquête afin d'obtenir une estimation représentative de l'ensemble de la population. Cependant, comme le présente la figure ci-dessous, il existe de fortes disparités entre les milieux urbain et rural.



Source : Auteurs, à partir des données de l'EHCVM-2021

Figure 2 : dépenses d'éducation moyenne par milieu de résidence

En effet, les ménages urbains dépensent en moyenne 173 632 FCFA, soit près de quatre fois plus que les ménages ruraux (44 266 FCFA). Cet écart est lié à la concentration des établissements scolaires de qualité et aux coûts annexes en milieu urbain. La moyenne globale se situe entre ces deux valeurs mais reste influencée par le poids plus important des ménages ruraux.

3.2.Statistiques inférentielles

Le tableau présente les résultats de l'estimation des dépenses d'éducation des ménages en Côte d'Ivoire. Les variables associées à chaque niveau d'instruction ont un signe positif et est significative au seuil de 1%. De plus la probabilité Prob > F de la régression est égale à 0,00 le modèle est donc globalement significatif.

Tableau 1 : Régression des dépenses d'éducation des ménages en Côte d'Ivoire

Niveau de scolarisation	Coefficient	Ecart types	t	P>t	Significativité
Préscolaire	154556,5	7835,516	19,73	0,00	***
Primaire	96842,64	1495,308	64,76	0,00	***
College	201812,5	2554,066	79,02	0,00	***
Lycée	305680,8	4646,958	65,78	0,00	***
ETFP	295437,2	13281,7	22,24	0,00	***
Supérieur	573475,1	8608,735	66,62	0,00	***

Source : Calcul des auteurs à partir de l'EHCVM 2021.

Nombre d'observations : 64491 - Note : (1) *** significatif au seuil de 1 %

Au niveau du préscolaire, le coût moyen estimé à 154 556 FCFA s'explique principalement par la quasi-absence de gratuité effective et par le rôle encore marginal de l'État dans la fourniture de l'offre publique. En effet, malgré les orientations stratégiques en faveur de l'éducation de la petite enfance, l'offre éducative reste majoritairement privée et communautaire dans le pays. Les ménages sont donc les principales sources de financement. Les dépenses observées intègrent non seulement les frais de scolarité, mais aussi la garde, la cantine et les services annexes (UNESCO, 2021). Ces dépenses sont donc le reflet d'un niveau où l'éducation se confond partiellement avec des services de prise en charge (Banque mondiale, 2019).

Le primaire enregistre le coût le plus faible, estimé à 96 842 FCFA. Ce niveau de dépense est cohérent avec la politique de gratuité de l'enseignement primaire consacrée par les réformes éducatives et soutenue par les partenaires techniques et financiers. Cette gratuité, bien que partielle dans la pratique permet de réduire significativement les frais directs de scolarité (UNESCO, 2015 ; Banque mondiale, 2018). Les dépenses résiduelles des ménages concernent essentiellement les fournitures, les uniformes et certains frais informels. Le coût faible des dépenses traduit l'effet redistributif réel mais incomplet de l'intervention publique (Bray, 1999).

La rupture observée au niveau du collège, avec un coût moyen de 201 812 FCFA. Cette hausse des dépenses moyennes annuelles des ménages correspond à la fin de la gratuité et à l'entrée dans un cycle où la scolarisation devient plus sélective et plus coûteuse. Malgré l'instauration de

l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans, la capacité de l'État à absorber l'ensemble de la demande reste limitée (UNESCO, 2017 ; Banque mondiale, 2020). Le recours au privé se positionne comme le meilleur choix en particulier en milieu urbain. Les ménages supportent alors une combinaison de frais de scolarité, de transport et parfois d'hébergement. Cette situation révèle une augmentation du coût d'opportunité de la poursuite scolaire (Becker et al., 2016).

Le lycée, avec un coût estimé à 305680 FCFA reflète une intensification de l'investissement éducatif des ménages. À ce stade, l'éducation est perçue comme un investissement stratégique en capital humain en vue de l'accès à l'enseignement supérieur ou au marché du travail qualifié (UNESCO-BREDA, 2012). Les dépenses augmentent sous l'effet de la spécialisation des filières, du recours aux cours de renforcement et de la concentration de l'offre dans les centres urbains.

L'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) enregistre un coût unitaire annuel moyen de 295 437 FCFA. L'État ivoirien s'est engagé à la réhabilitation et l'équipement des établissements, la réforme des curricula selon l'approche par compétences, le développement de l'alternance et des partenariats avec le secteur productif ainsi que l'amélioration de la gouvernance du sous-secteur ont contribué à rehausser les standards de formation. Cependant ces efforts s'accompagnent mécaniquement de coûts unitaires plus élevés pour les ménages (UNESCO-UNEVOC, 2020). Dans cette phase de transformation, l'État a principalement orienté les financements vers les investissements structurels et l'amélioration de la qualité tandis que les coûts récurrents de formation demeurent en partie à la charge des ménages. Ce choix stratégique de repositionnement de l'ETFP comme filière qualifiante conforme aux objectifs nationaux présente les enjeux de soutenabilité financière et d'équité d'accès.

Enfin, l'enseignement supérieur affiche le coût unitaire annuel moyen le plus élevé, estimé à 573 475 FCFA. Cela s'explique principalement par le poids croissant des dépenses indirectes supportées par les ménages. En Côte d'Ivoire, les universités publiques maintiennent des frais d'inscription relativement modérés grâce aux subventions de l'État. Par ailleurs, l'augmentation rapide des effectifs, la concentration géographique des établissements et l'essor du secteur privé de l'enseignement supérieur contribuent à accroître significativement le coût global des études (Banque mondiale, 2017). Les ménages prennent en charge des dépenses importantes de logement, de transport, de restauration ainsi que l'acquisition d'équipements numériques désormais indispensables à la poursuite des études. Cette configuration traduit une privatisation

progressive du financement de l'enseignement supérieur dans laquelle l'État continue de jouer un rôle central dans l'offre publique (Salmi, 2018). En outre, les ménages assument une part croissante du coût total de la formation en rapport avec des enjeux majeurs d'accessibilité et de différenciation des trajectoires éducatives selon le niveau de ressources.

4. DISCUSSION

Dans la présente étude, l'on s'interrogeait sur la structure du financement de l'éducation par les ménages en Côte d'Ivoire. Les données secondaires indiquaient un ensemble de postes de dépenses traditionnelles, composées de charges directe et indirecte, dont les frais de scolarité, les fournitures, l'uniforme, la cantine... Par ailleurs, l'analyse fait mention de « dépenses non traditionnelles » regroupées sous le vocable « autres dépenses » dont les données s'apparentent aux charges implicites. Bien que ces charges n'affectent pas directement le service d'éducation, elles influencent les conditions d'accès au service éducatif. Il peut s'agir de la prestation de santé, d'hygiène, etc.

Dans un second temps, l'étude s'intéresse à l'ampleur du financement du ménage pour chaque niveau d'éducation. Les résultats présentent un effet positif et significatif montrant une augmentation des dépenses d'éducation avec l'augmentation du niveau d'étude. Ce résultat s'inscrit dans le cadre de la théorie microéconomique du consommateur. Selon, Milovanska-Farrington (2025), l'investissement dans l'éducation est rationnel en ce sens que le consommateur arbitre ses choix sous contrainte budgétaire. Cette rationalité oblige les ménages à juger du coût d'opportunité d'investir davantage dans les dépenses traditionnelles d'éducation afin d'accroître les revenus futurs des enfants (Becker 1993). Cela se comprend puisque les niveaux secondaires général, technique et professionnel, puis supérieur correspondent à des gains salariaux plus élevés.

Enfin, le troisième objectif spécifique s'intéresse aux disparités spatiales des dépenses éducatives. Les résultats de l'étude indiquent une inégalité marquée des dépenses d'éducation qui se traduit par un niveau d'investissement plus important en zone urbaine qu'en zone rurale. Cette conclusion rejoint celles de l'UNESCO (2021). Selon l'UNESCO (2021), les ménages assurent une part substantielle du financement de l'éducation dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Cette part représente plus de deux fois celle des pays à revenus élevés. Ainsi, lorsque les ménages supportent en grande partie les coûts d'éducation, les systèmes éducatifs tendent à reproduire les inégalités sociales d'une génération à l'autre. Cette affirmation conclut

l'analyse globale du rôle des acteurs non étatiques et de la contribution privée dans les systèmes éducatifs contemporains. L'UNESCO (2021) montre également que la montée en puissance des acteurs du privé dans l'éducation justifie la segmentation accrue dans le système scolaire. Les ménages les moins nantis n'ayant pas la possibilité d'offrir à leur progéniture les établissements de meilleure qualité recourent au crédit. Or le système d'accès au crédit scolaire n'est pas développé dans les États à revenus faibles ou intermédiaires.

5. CONCLUSION

Cette étude présente la structure et l'ampleur des dépenses des ménages en matière d'éducation scolaire. Les données exploitées sont secondaires et concernent l'EHCVM (2021). L'approche théorique est l'estimation par la modélisation. Elle intègre les données collectées par l'EHCVM sur les dépenses des ménages. Les résultats concernent à la fois l'exhaustivité des postes de dépenses captés par le modèle économétrique, l'ampleur des dépenses éducatives portées par le ménage et enfin les disparités observées entre les couches sociales. En effet, les ménages urbains supportent des dépenses largement plus importantes que ceux de l'ère rurale. En revanche, les ménages ruraux sont exposés à des contraintes budgétaires plus fortes et à une offre d'éducation moins importante. Cette situation s'explique par une prédominance des institutions d'éducation privées en milieu urbain.

Cette étude édifie à la fois sur la prédominance des coûts privés de formation et le désengagement progressif des institutions d'État au cours du parcours d'étude des apprenants. Cette situation est explicitement présentée dans les analyses par une augmentation significative des dépenses d'éducation du cycle primaire au cycle supérieur. En effet, si l'enseignement primaire bénéficie de la politique de gratuité des coûts de formation, les coûts augmentent très vite au niveau du secondaire pour atteindre un point culminant dans le supérieur.

À cet égard, cette étude révèle les risques d'une reproduction sociale établie sur une scolarisation en fonction des caractéristiques socioéconomiques des ménages dont sont issus les apprenants. Si en effet, l'État conserve son rôle de régulation du système éducatif, il devra nécessairement réajuster le rôle des autres acteurs pour garantir un accès équitable à l'offre éducative. Cela concerne nécessairement le renforcement de la politique de gratuité, le développement des bourses, des aides sociales afin de réduire au maximum les coûts directs et indirects de la scolarisation.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. University of Chicago Press.
- Becker, G. S. (1993). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education* (3rd ed.). University of Chicago Press.
- Becker, G. S., Murphy, K. M., & Spenkuch, J. L. (2016). *The manipulation of children's preference*. <https://www.journals.uchicago.edu/doi/pdf/10.1086/684586>
- Bray, M. (1999). *The shadow education system*.
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000110504>
- Right to Education Initiative. (2015). *Percentage of household expenditure on education*.
<https://www.right-to-education.org/monitoring/content/percentage-household-expenditure-education>
- Salmi, J. (2018). *All around the world: Higher education equity policies*.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/313661537223066497/pdf/All-Around-the-World-Higher-Education-Equity-Policies.pdf>
- UNESCO IIEP. (2012). *Les dépenses des ménages en éducation : appréhension et méthodes d'estimation à partir des enquêtes*. <https://www.iiep.unesco.org/fr/publication/les-dépenses-des-ménages-en-éducation-apprehension-et-méthodes-estimation-partir-des-enquetes?language=fr>
- UNESCO Institute for Statistics (UIS). (2018). *Financing education: Household spending*.
<https://uis.unesco.org/en/topic/financing-education>
- UNESCO. (2012). *Les dépenses des ménages en éducation : une perspective analytique et comparative pour 15 pays d'Afrique*. UNESCO.
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000216656>
- UNESCO. (2015). *Education for All 2000–2015: Achievements and challenges*.
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000232205>
- UNESCO. (2017). *Global Education Monitoring Report 2017/18: Accountability in education*.
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000259338>
- UNESCO. (2021). *Non-state actors in education*.
<https://www.unesco.org/gem-report/en/non-state-actors>
- UNESCO-BREDA. (2012). *Household education spending in Africa*.
<http://www.poledakar.org/images/stories/pdf/EN/household%20education%20spending.pdf>
- UNESCO-UNEVOC. (2020). *TVET systems and financing*.
https://unevoc.unesco.org/pub/tvet_systems_and_financing.pdf
- World Bank. (2017). *Higher education for development*.
- World Bank. (2019). *Early childhood development in Sub-Saharan Africa*.